

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar Le Duc, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS

ZI DE BALEYCOURT
BP 95
55100 Verdun

Références : LD/310-2025
Code AIOT : 0006200938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS implanté ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite des installations exploitées par la société VALTRIS Entreprises a porté sur le contrôle des installations de combustion (5 à 50 MW) dans le cadre de l'entrée en vigueur des VLE de la directive MCP au 1er janvier 2025 et des enjeux sanitaires liés aux dépassements de NOx et de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS
- ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun
- Code AIOT : 0006200938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société VALTRIS exploite, sur un site classé SEVESO seuil haut, des installations de fabrication d'huile technique et alimentaire, de biodiesel et d'esters, conformément à un arrêté préfectoral d'autorisation initial du 5 juillet 1976, modifié et complété.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Sans objet
3	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III, 76-I, 76-II et 76-III	Sans objet
4	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	Sans objet
5	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81	Sans objet
6	Respect VLE COVNM et formaldéhyde	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II, 62-VI et 81	Sans objet
7	Entretien des systèmes de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site exploite cinq chaudières (puissance totale 41,95 MW), fonctionnant au gaz naturel, dont une pouvant également être alimentée en biogaz. Aucun changement notable des installations n'a été constaté.

Les émissions atmosphériques font l'objet de contrôles réguliers. Un dépassement ponctuel des NO a été relevé sur la chaudière à fluide caloporteur fin 2024, corrigé depuis.

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral est envisagée pour intégrer les données actualisées (classement, VLE) et distinguer les chaudières soumises à déclaration de celles relevant de l'enregistrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46												
Thème(s) : Actions nationales 2025, Situation administrative												
Prescription contrôlée : <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>												
Constats : <p>La visite a permis de faire un point sur la situation administrative et le classement ICPE des installations de combustion présentes sur le site de VALTRIS Entreprises.</p> <p>Un plan du site a été transmis en amont, permettant de localiser les différents émissaires.</p> <p>À l'occasion de la visite, l'inspection a établi un tableau de synthèse recensant les caractéristiques techniques des appareils de combustion du site, sur la base des informations communiquées par l'exploitant et constatées sur place.</p> <p>Tableau 1 - Caractéristiques des installations de combustion</p>												
N ° d e c o n d u i t	I n s t a l l a t i o n s r a c c o r d é s	D a t e d' i n s t a l l a t i o n	P u i s s a n c e o u c a p a c i t é (M W h)	D é b i t (N m ³ /h)	V i t e s s e m i n i d' é j e c t i o n (m/s)	H a u t e u r (m)	D i a m è t r e (m)	P a r a m è t r e s e t C o n c e n t r a t i o n (m g / N m ³) s u i v a n t A P	P a r a m è t r e s e t C o n c e n t r a t i o n (m g / N m ³) s u i v a n t (A M P G 3/08 /201 8)	F r é q u e n c e d e m e s u r e a c t u e l l e s u i v a n t A P	A t e l i e r	A r r ê t é p r é f e c t o r a l e n v i g e u r

1	Cha udiè re à fluid e calo port eur (Gaz natu rel)	16/1 2/20 10	4,65	7 0 0 0	8	27	0,68	NOx : 120, SO ₂ : 3 5 , Pous sière s : 5	CO : 100, NOx : 120	Ann uelle	Este r	A P 2010 - 2581
8	Cha udiè r e H P raffi nage (G2) (Gaz natu rel)	2 0 0 9	1,5	3 500	6	26	0,45	CO : 100, NOx : 120, SO ₂ : 3 5 , Pous sière s : 5, HAP : 0.1, COV t : 11 0	CO : 100, NOx : 120	Ann uelle	Biod iesel	A P 2 0 0 7 - 2 9 4 2
12	Cha udiè r e B P (G1a - Gaz natu rel) - agro - alim enta ire	17/1 0/20 07	17,5	2 3 0 0 0	8	25	1,13	CO : 100, NOx : 120, SO ₂ : 3 5 , Pous sière s : 5, HAP : 0.1, COV t : 11 0	CO : 100, NOx : 120	Ann uelle	Biod iesel	A P 2 0 0 7 - 2 9 4 2

13	Chaudière B P (G1b - Gaz naturel) uniquement chimie	17/10/2007	17,5	2 300 0	8	25	1,13	CO : 100, NOx : 120, SO ₂ : 35, Poussières : 5, HAP : 0.1, COV t : 110	CO : 100, NOx : 120	Annuelle	Biodiesel	A P 2007 - 2942
14	Chaudière STEP (Brûleur biogaz/Gaz naturel - G3) **	2009	0,8	2 000	8	13	0,37	CO : 250, NOx : 120, SO ₂ : 35, Poussières : 5, HAP : 0.1, COV nm : 50	Biogaz : CO : 250, SO ₂ : 170, Nox : 200, ----- Gaz naturel : CO : 100, NOx : 120	Annuelle	Biodiesel	A P 2007 - 2942

Il a été précisé par l'exploitant que la chaudière STEP (conduit n°14) fonctionne en mode exclusif avec un seul combustible à la fois (gaz naturel ou biogaz). Cela permet d'écarter l'application des dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatives à la combustion simultanée.

Concernant la chaudière à fluide caloporteur (conduit n°1), elle est assortie d'une chaudière de secours d'une puissance de 2,9 MW. Cette chaudière est utilisée uniquement en remplacement temporaire en cas de défaillance technique, pour une durée annuelle inférieure à 500 heures. Cette puissance n'a donc pas été intégrée au cumul de puissance utile pour le classement réglementaire de l'installation, dans la mesure où elle est considérée comme un équipement de secours.

Par ailleurs, au cours des échanges avec l'exploitant, l'inspection a indiqué qu'une séparation explicite entre les chaudières relevant du régime de l'enregistrement (rubrique 2910-A-1) et celles relevant de la déclaration (rubrique 2910-A-2) pourrait être envisagée dans le cadre d'un arrêté

préfectoral complémentaire. Cette clarification permettrait d'individualiser les prescriptions techniques applicables à chaque sous-ensemble, en application des arrêtés ministériels du 3 août 2018.

Les plaques signalétiques des appareils ont été consultées sur site. Aucun dispositif de bridage ni de commutateur empêchant le fonctionnement simultané des chaudières n'a été observé.

Aucune modification substantielle non portée à la connaissance du préfet n'a été identifiée à ce stade. Les éléments constatés ne révèlent pas de changement notable susceptible de relever des procédures prévues à l'article R. 181-46.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Avant la visite, l'inspection a extrait les données disponibles dans le registre national des ICM (registre MCP), disponible sur le site de l'INERIS.

Cette extraction a permis de vérifier que l'ensemble des chaudières concernées par le champ d'application du registre MCP figurent bien dans la base nationale, avec des informations conformes et complètes (type d'installation, date de mise en service, puissance, combustibles, secteur d'activité, durée prévisionnelle annuelle de fonctionnement, etc.).

Aucune anomalie n'a été constatée à ce stade. L'exploitant n'a pas signalé d'évolution récente de ses appareils nécessitant une actualisation des données déclarées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures périodiques rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III, 76-I, 76-II et 76-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Art 74-III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.

Art 76-I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

Art 76-II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

Art 76-III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduaire est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de Nox.

Constats :

L'inspection a vérifié la conformité du programme de surveillance des émissions atmosphériques des installations de combustion suivantes :

- G1a et G1b : chaudières BP de 17,5 MW chacune, alimentation gaz naturel, rubrique 2910-A1 (enregistrement) ;
- G2 : chaudière HP de 1,5 MW, alimentation gaz naturel, rubrique 2910-A2 (DC) ;
- Chaudière à fluide caloporteur ("chaudière huile") de 4,65 MW, alimentation gaz naturel, rubrique 2910-A2 (DC).

L'exploitant a présenté, le jour de la visite, un tableau de suivi des mesures réalisées sur les différentes chaudières du site pour la période 2023-2025. Ce tableau fait état :

- d'une campagne annuelle de mesure réglementaire effectuée par un organisme accrédité sur les chaudières G1a et G1b, dernier contrôle réalisé le 9 avril 2024 (rapport transmis à l'inspection par courriel le 7 mai 2025) ;
- de mesures trimestrielles effectuées par un prestataire de maintenance sur l'ensemble des chaudières (G1a, G1b, G2, chaudière fluide caloporteur).

Les mesures portent notamment sur : la température, la teneur en oxygène, l'humidité, le débit, la vitesse, les concentrations en poussières, SO₂, NOx, CO, HAP, COV totaux et le rendement énergétique.

L'examen du tableau transmis montre qu'entre 2023 et 2024, des dépassements de la valeur limite d'émission (VLE) en NOx fixée à 120 mg/Nm³ ont été constatés sur la chaudière à fluide caloporteur lors de certaines campagnes trimestrielles (par exemple : 131,6 mg/Nm³ le 09/12/2024). La dernière mesure en date du 20/03/2025 pour cette chaudière indique une concentration en NOx de 94,5 mg/Nm³, soit une valeur inférieure à la VLE.

Pour les autres chaudières (G1a, G1b, G2), aucune valeur excédant les VLE n'a été relevée dans les données communiquées.

Les fréquences de mesure imposées par l'arrêté ministériel sont respectées :

- annuelle pour l'ensemble des chaudières (>20 MW au total) organisé avec un organisme certifié,
- trimestrielle à l'initiative de l'exploitant pour toutes les chaudières réalisé par une société de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de référence des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle annuel des émissions atmosphériques réalisé sur les chaudières G1a et G1b (rapport n°071993 01 3F 24 N-R03 - 11/07/2024). Ce rapport précise que : « Les résultats sont exprimés dans les Conditions Réglementaires, c'est-à-dire sur gaz secs dans les conditions normales (1013 mbar ; 273 K), ramenées à une teneur en O ₂ de 3 %. » L'inspection a constaté que les conditions de référence suivantes sont bien appliquées : <ul style="list-style-type: none">• Volume des gaz exprimé en Nm³ secs,• Concentrations en polluants exprimées en mg/Nm³,• Correction à 3 % O₂ appliquée aux mesures, conformément aux prescriptions :<ul style="list-style-type: none">◦ de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, applicable aux installations de combustion alimentées au gaz naturel (hors moteurs et turbines),◦ de l'arrêté préfectoral n°2007-2942, qui impose également cette correction à 3 % O₂ pour les conduits G1 à G3, incluant les chaudières G1a, G1b et G2. Les chaudières concernées utilisent exclusivement du <u>combustible gazeux</u> . Aucune non-conformité n'a été relevée au regard des conditions de normalisation imposées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect VLE directive MCP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Art 58-III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et

:

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Biomasse solide :

5 ≤ P < 20 : 200 / 650 / 50 / 250

P ≥ 20 : 200 / 400 (1) / 30 / 200

Autres combustibles solides :

5 ≤ P < 20 : 1100 / 550 / 50 / 200

P ≥ 20 : 400 / 450 (2) / 30 / 200 (6)

Fioul domestique :

P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100

Autres combustibles liquides :

5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100

10 ≤ P < 20 : 350 / 500 (2) / 30 / 100

P ≥ 20 : 350 / 450 (2) / 30 / 100

Gaz naturel, Biométhane

5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100

10 ≤ P < 20 : - / 120 (4) / - / 100

P ≥ 20 : - / 100 (5) / - / 100

GPL :

P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100

Biogaz :

P ≥ 5 : 170 / 200 / - / 250

Autres combustibles gazeux :

P ≥ 5 : 35 / 200 / - / 250

(1) Installation dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 27 novembre 2002, ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 450

(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550

(3) Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 200

(4) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée - NO_x : 150

(5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010/ NO_x : 120

(6) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100

Art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Constats :

L'installation de combustion du site est constituée de plusieurs chaudières alimentées en gaz naturel, dont la puissance thermique nominale totale cumulée est supérieure à 20 MW. Ces chaudières ont été réglementées avant le 1er janvier 2014 et fonctionnent plus de 500 heures par an. À ce titre, les VLE de l'article 58-III s'appliquent à compter du 1er janvier 2025 pour les paramètres NO_x et CO uniquement.

<p>Par échantillonnage, l'inspection a examiné la chaudière à fluide caloporteur, d'une puissance de 4,65 MW, intégrée dans l'installation. Les résultats de la campagne de mesures du 09/12/2024, réalisés par la société de maintenance, montrent que la concentration en NOx dépasse la VLE de 120 mg/Nm³ applicable, la moyenne atteinte étant de 134 mg/Nm³.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la chaudière est surdimensionnée par rapport aux besoins du procédé, ce qui entraîne un fonctionnement en sous-charge, défavorable en termes d'émissions de NOx. Une intervention technique a été réalisée à la suite de cette campagne, suivie d'une nouvelle série de mesures correctives le 20/03/2025, dont les résultats montrent un retour à la conformité, avec une moyenne de 93,5 mg/Nm³ pour les NOx. Aucun dépassement de CO n'a été relevé.</p> <p>Les résultats sont moyennés à partir de <u>six mesures ponctuelles voire 10</u>, ce qui est conforme à la méthodologie retenue dans la région Grand Est (prise en compte de la moyenne sur au moins trois mesures).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect VLE COVNM et formaldéhyde

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II, 62-VI et 81</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 62-II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total. Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total. (...)</p> <p>Art 62-VI. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p> <p>Art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chaudières G1a, G1b, G2 et chaudière à fluide caloporteur consomment exclusivement du gaz naturel. En application de l'article 62-VI, <u>les VLE en COVNM ne leur sont pas applicables</u> au titre de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p> <p>Cependant, des valeurs limites de 110 mg/Nm³ pour les COV totaux sont fixées dans l'arrêté préfectoral n°2007-2942 pour les conduits G1 à G2. Ces valeurs demeurent opposables tant qu'elles n'ont pas été modifiées.</p> <p>Les résultats de mesures issus du suivi 2023-2025 (trimestriels et réglementaires) montrent des valeurs en COV totaux systématiquement inférieures à 110 mg/Nm³, et aucun dépassement n'a été constaté sur les séries disponibles.</p> <p>Une mise à jour des VLE et des paramètres surveillés dans les arrêtés préfectoraux devra, le cas échéant, faire l'objet d'un arrêté complémentaire, afin d'assurer la cohérence avec la réglementation nationale en vigueur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des systèmes de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33-II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Consignes d'exploitation :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) [...] font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; [...] - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de consignes de sécurité datés du 20 juin 2022 (révision d'une version de 2015) affichées dans les locaux techniques.</p> <p>Le manuel opératoire de la chaufferie (réf. MA-UT005) a été consulté. Il décrit les modes de conduite, les alarmes, les points de contrôle, ainsi que les actions à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement.</p> <p>L'exploitant met en œuvre un auto-contrôle quotidien, réalisé toutes les 23h30, intégré dans le système de supervision.</p> <p>Les opérations de maintenance et de suivi technique sont tracées via un outil informatique nommé « KPI utilités », permettant le suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des interventions réalisées, • des chantiers programmés, • et des réponses apportées aux remarques. <p>Les remarques techniques sont consignées dans un registre de suivi, avec traitement hebdomadaire des réponses.</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat d'assistance avec une société de maintenance prévoyant des interventions trimestrielles.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a consulté le rapport d'intervention de juillet 2024 relatif à la chaudière G1b, comportant un bilan de maintenance préventive.</p> <p>Les dispositifs de sécurité font l'objet de tests semestriels réalisés selon la norme NFE 32020. La dernière intervention a été effectuée par un organisme certifié le 23/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite